



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 5, numéro 12

Avril-Juin 2022

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

GEOPOLITIQUE NEOCOLONIALE : LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DANS UNE INDEPENDANCE SANS INDEPENDANCE

Felly LUKUNGA NGOMBA

Auditeur pour le Diplôme d'Etudes Approfondies en Relations Internationales, Assistant à
l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC et Secrétaire Général de l'Institut de
Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégique/Kinshasa-RDC

felissanolukunga@gmail.com ; lukunga.n@irges.org

RESUME

Cette réflexion centrée sur la géopolitique néocoloniale en République Démocratique du Congo relève les mécanismes à travers lesquels l'impérialisme occidental se perpétue dans la gestion publique de ce pays. Au seuil des analyses, il ressort que cette stratégie de stabilité hégémonique occidentale se base sur le néocolonialisme politique par la manipulation et un système démocratique imposé. Il s'agit aussi d'un néocolonialisme économique par le contrôle des ressources naturelles et l'inféodation des politiques par des aides supposées au développement et sur un système éducatif occidental en manque d'imaginaire créateur et constructeur basé sur la bureaucratie qu'à l'entrepreneuriat.

Mots-clés : *géopolitique néocoloniale, néocolonialisme politique et économique, système éducatif occidentalisé.*

ABSTRACT

This paper focuses on the neo-colonial geopolitics in the Democratic Republic of Congo and highlights the mechanisms through which Western imperialism perpetuates itself in the public management of this country. At the threshold of analysis, it emerges that this strategy of Western hegemonic stability is based on political neo-colonialism through manipulation and an imposed democratic system. It is also based on economic neo-colonialism through the control of natural resources and the subordination of policies through supposed development aid and on a Western education system that

lacks a creative and constructive imagination based on bureaucracy rather than on entrepreneurship.

Keywords : *neo-colonial geopolitics, political and economic neo-colonialism, westernised education system.*

INTRODUCTION

La géopolitique néocoloniale en République Démocratique du Congo est pratiquée, de manière dévastatrice, à la fois par les sociétés multinationales qui représentent, en fait, à la fois le développement perdu et l'impossible souveraineté de cet Etat.

Le néocolonialisme démontre comment les dirigeants africains sont les marionnettes des gouvernements occidentaux. La géopolitique néocoloniale explique la nouvelle forme de l'hégémonie occidentale visant, non seulement, la domination économique, mais également la manipulation stratégique et si nécessaire, des assassinats des dirigeants désobéissants ou anti-impérialiste ou en l'occurrence Patrice Emery-Lumumba et Laurent-Désiré Kabila. C'est la raison pour laquelle la RDC demeure dans la pauvreté criante plus de soixante ans de son existence. Et cet appauvrissement est d'ailleurs délibéré par l'Occident.

Il revient cas même de noter que malgré l'exploitation de ses richesses depuis l'ère coloniale, son héritage a survécu cette géopolitique de prédatons. La décolonisation, l'instabilité politique, les conflits armés, les divisions inter-éthniques ont été conçues de manière à perpétuer l'importance stratégique du monde occidental dans ce pays.

Ainsi donc, cet article se donne la charge de décortiquer les mécanismes à travers lesquels le monde occidental applique la géopolitique néocoloniale en République Démocratique du Congo. Cela passe par le néocolonialisme politique en RDC : entre manipulation et système démocratique imposé ; néocolonialisme économique : entre contrôle des ressources et aides de servitude ; et enfin le système éducatif occidentalisé en manque d'imaginaire créateur et constructeur.

I. NEOCOLONIALISME POLITIQUE EN RDC : ENTRE MANIPULATION ET SYSTEME DEMOCRATIQUE IMPOSE

Le néocolonialisme est une menace réelle sur l'indépendance politique de la République Démocratique du Congo. C'est à travers cette doctrine politique occidentale appliquée dans ce pays qu'il ne parvient pas à se développer.

A la fin de la colonisation, les Belges ont pris les soins de mettre en place un mécanisme de contrôle des rouages politiques et par ricochet, pérenniser la géopolitique de prédatons. C'est ainsi qu'ils vont miser sur l'élite intellectuelle et politique congolaise.

I. 1. De la marionnetisation de l'élite politique à un gouvernement intendant

Dès que la République Démocratique du Congo a pris fin et que les colons belges se sont rendu compte que la marge de manœuvre hégémonique était sur le point de se rétrécir, ils ont donc cherché de nouvelles lignes stratégiques qui sont devenues globalement concevable comme de tactiques néocoloniales impliquant ainsi un système innovant de prédatons et de pillages des ressources congolaises.

Ainsi donc, l'avant et l'après l'indépendance sont restés inchangés du fait que la nature du colonialisme occidental est resté la même. Par des stratégies dissimulées tendant à défendre certaines valeurs universelles, ils se sont servis de l'élite politique congolaise pour leur servir des ponts.

C'est ainsi que le colonel Joseph-Désiré Mobutu (devenu plus tard Mobutu Sese Seko), pro-belge et américain, sera placé au pouvoir par les Belges en 1965. Il y restera jusqu'en 1997. Le Congo, pourtant, est un pays trop grand pour la Belgique, trop difficile à contrôler et donc la Belgique aura toujours besoin d'être épaulée par la France et les Etats-Unis. C'est cette troïka Belgique-France-Etats-Unis, qui va décider du destin du pays. Le pouvoir de Mobutu de son côté va développer l'identité congolaise, abattre les statues coloniales. Il déboulonne les monuments à la gloire de Léopold II tout en restant un homme des Américains, des Belges et des Français.

Il est sans nul doute que ce sont les puissances occidentales qui installèrent Mobutu au pouvoir déjà en 1960. Le président Eisenhower en personne commanda l'exécution de Lumumba. Afin de parvenir à leur fin, ils conçurent le « Project Wizard » ou «Projet sorcier ».

Il impliquait les membres les plus hauts placés du gouvernement congolais dans la chute de Lumumba¹ : le président Kasa-Vubu, le chef d'état-major des armées Mobutu ou encore le président du Sénat Iléo. Ce projet fut chaperonné par la CIA, en accord avec Eisenhower et le « Special Group » ou Conseil de Sécurité Nationale. La CIA fut autorisée par ce « Special Group » à aider financièrement Mobutu. Par la suite, soutenue par la Belgique, elle fournit l'attirail et les techniques militaires nécessaires à la formation d'une armée. Quant à l'ONU, elle finança des miliciens congolais à la solde de Mobutu. En 1971, le Congo changea de nom et devint le Zaïre.²

Mobutu fut un pion important dans l'échiquier états-unien pour lui permettre de réaliser ses principaux objectifs : contrôler la région, y empêcher l'expansion de l'URSS et profiter des multiples ressources du sous-sol zaïrois (cobalt, cuivre, etc.). Le « Léopard de Kinshasa » profita de ses appuis pour s'enrichir jusqu'à posséder l'une des fortunes les plus conséquentes de la planète, supérieure à la dette du Zaïre à l'époque. Tout cela se fit au détriment d'une population congolaise totalement démunie qui vit sa dette tripler, jusqu'à atteindre les 12,5 milliards de \$, en 1997. Les historiens attribuent à son régime le mot « kleptocratie », Mobutu ayant lui-même déclaré : « Enrichissez-vous, et si vous volez, ne volez pas trop en même temps. Vous pourriez être arrêtés. Volez intelligemment, un peu à la fois ».³

L'Occident s'est servi du Zaïre pour annihiler toute tentative soviétique de prospérer en Afrique. La CIA lutta contre tous les régimes

¹ DE WITTE L., *L'assassinat de Lumumba*, Karthala, Paris, 2000, p. 81.

² M'BOUKOU S., « Mobutu, roi du Zaïre. Essai de socio-anthropologie politique à partir d'une figure dictatoriale », dans *Le Portique*, le 06 décembre 2007, consulté le 25 mars 2022, disponible sur <http://journals.openedition.org/leportique/1379> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.1379>

³ *Ibidem*.

africains soutenus par l'URSS à travers Mobutu. La « Françafrique » y trouvait aussi son intérêt et considérait le dictateur comme « l'homme incontournable ». Par son intermédiaire, elle conforta ses positions dans plusieurs pays d'Afrique.

Plusieurs fois, Mobutu aurait pu être chassé du pouvoir par des rebellions et plusieurs fois le régime de Mobutu été sauvé par les Belges et les Français, soutenus logistiquement par les Américains comme en 1966 et 1978. Car Mobutu faisait partie du camp occidental. Le Congo, véritable sous-continent, occupe une position stratégique pour les Américains en Afrique face à des états prosoviétiques. Les Cubains sont en Angola. En 1965, les Cubains tentent de s'implanter au Congo et échouent.

La RDC a servi de bouclier pour arrêter la progression du communisme qui menaçait de se propager en Afrique à partir de l'Angola. Cela lui a valu le soutien d'un régime qui a plongé le pays dans un marasme économique complet. Il est intéressant, pour ce faire, de s'en référer au discours réparateur de Nicolas Sarkozy devant le Parlement congolais réuni en Congrès. Pour la première fois, un Président en exercice d'un pays occidental, et pas des moindres, a reconnu la part douloureuse de la RDC à la lutte occidentale contre le communisme et les misères qui s'en sont suivies en ces termes : « Votre Nation fut trop longtemps privée de son droit sacré à décider par elle-même et pour elle-même. Votre histoire fut celle de la colonisation, avec son cortège d'humiliations et de douleurs. Soumis au joug colonial, vous ne pourriez être maîtres de votre destin. Alors vint la lutte pour l'indépendance... Il y eut des combats difficiles et violents. Ils firent un martyr, Patrice Lumumba. Vous pensiez alors tenir les rênes de votre avenir. Et ce fut un régime baroque et autoritaire qui les prit. Il faut dire qu'à la faveur, fût-ce pour un temps, d'une économie prospère, il forgea dans le cœur des Zaïrois la conviction qu'ils pouvaient s'élever vers les sommets. Pour autant, le jeu des grandes puissances fit très vite du Zaïre un pion sur l'échiquier de la Guerre Froide. Ce n'était pas votre communauté que vous serviez, mais les puissances étrangères qui se servaient de vous dans le combat entre les deux blocs. A nouveau, vos intérêts passaient après, bien

après, ceux des autres... Une fois encore, votre Nation semblait malade de l'étranger ».⁴

La fin de la Guerre Froide lui fit perdre le soutien des Etats-Unis mais pas de la France, ni de la Belgique. Mobutu occupa son poste de dictateur jusqu'en 1997, année de son décès. La guerre froide terminée, les Occidentaux lâchent Mobutu Sese Seko. Peut-on dire que l'influence des Etats occidentaux a été remplacée par celle des acteurs régionaux ?

Avec la fin de la Guerre Froide, les influences américaines ou françaises ne se sont pas taries mais le jeu des alliances s'est élargi. La France par exemple, au lendemain de la Guerre Froide, a cherché ainsi à être influente via le Gabon d'Omar Bongo. Le régime de Mobutu avait malmené de nombreux pays africains voisins. L'heure de la revanche pour les voisins africains du pays a sonné lorsque les Occidentaux ont cessé de soutenir Mobutu.

Ainsi, ils vont se servir du Rwanda, du Burundi et d'Ouganda pour placer à la tête du pays leur pion en l'occurrence Laurent-Désiré Kabila. Nationaliste de la première heure et compagnon de Patrice Lumumba, Laurent-Désiré Kabila a vécu près de quarante années durant entre maquis et hôtels internationaux, en Afrique centrale et orientale ou dans les capitales occidentales, où il apprit à se méfier de tout le monde. Bon vivant mais fidèle à sa saharienne, il n'a jamais pactisé ni avec les dollars de Mobutu ni avec la mode de la sape kinoise. Révolution oblige, il a été le seul opposant à ne pas participer à la conférence nationale souveraine. C'est peut-être pour cela qu'il a été « choisi » par l'Ouganda et le Rwanda sous la bénédiction des Occidentaux pour prendre la route de Kinshasa.

Laurent-Désiré Kabila, au pouvoir de 1997 à 2001, a pu renverser le régime grâce au soutien du Rwanda. L'AFDL, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, qui regroupait des dissidents à Mobutu, conduits par Laurent-Désiré Kabila, n'aurait jamais accédé au pouvoir sans le Rwanda de Paul Kagamé lors de la première guerre du Congo entre 1996 et 1997.

⁴ Nicolas Sarkozy, cité par BONGELI Y. A. E., *La mondialisation, ... op. cit.*, p. 138.

Avec la chute du régime de Mobutu, ces états africains ont profité aussi de la faiblesse de l'État congolais. De nombreux états africains seront très impliqués dans la seconde guerre du Congo (de 1998 à 2003). Ils viennent au Congo pour prendre et non pas recevoir (voir carte). Ils viennent pour s'accaparer les richesses minières, les ressources naturelles du pays.

Aujourd'hui, on ne peut pas dire qu'un acteur étranger domine les autres. On assiste plutôt à une superposition d'influences. Une chose est sûre, à notre sens, plus de 60 ans après la déclaration de son indépendance formelle, le pays reste en proie aux influences de pays étrangers. L'indépendance réelle du pays reste à conquérir.

Par leurs stratégies néocolonialistes, l'Occident a débouté toutes initiatives d'autodétermination du peuple congolais en l'imposant des dirigeants marionnettes depuis l'indépendance. Ainsi donc, la République Démocratique du Congo dispose d'un gouvernant intendant en lieu et place d'indépendant. Un pays supposé indépendant est censé contrôler son territoire, son armée, son école, ses ressources, ses politiques,... A défaut de cela, on a affaire à un Etat intendant. Est-ce que la RDC peut se targuer d'avoir la parfaite maîtrise de tous les rouages susmentionnés ?

Le gouvernement intendant que nous faisons ici est un gouvernement qui gère un Etat, une armée, des ressources naturelles et une école pour le compte d'un maître qui a choisi de s'absenter. Cette clarification nous conduit à l'intégrité intellectuelle pour dire la RDC jouit d'une indépendance sans indépendance. Il y a certes des Congolais à la tête des institutions. Mais la plupart gèrent pour un maître qui s'appelle soit la Belgique, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne.

La RDC est décolonisée depuis plus de 60 ans. Nous nous refusons de parler d'indépendance même si sur papier, le pays se dit indépendant. Cette indépendance est donc dans la lettre. Il ne s'agit guère de fait. Même si, sur papier, la Belgique a laissé le Congo « libre » le 30 juin 1960, mais dans le fait, il se révèle qu'au départ des Belges, ces derniers ont pris le soin de mettre en place une entreprise qu'on appelait la Société Générale de la

Belgique qui a contrôlé 70% de l'économie congolaise. Donc, le gouvernement Lumumba et ceux qui en sont suivis étaient au fait un gouvernement intendant et non indépendant. Le maître des horloges est sans nul doute celui qui a le contrôle sur les finances et l'économie. On ne peut pas prétendre à une réelle indépendance sans l'économie et les finances. Les Belges ont continué à avoir la mainmise sur la RDC à travers cette société.

Cet état de chose est similaire à l'Haïti. En effet, cet Etat est un contemporain des Etats-Unis d'Amérique en termes d'années d'existence comme indépendant. En 1804, Jean-Jacques Dessalines, le premier Chef d'Etat d'Haïti voulait effectivement un Etat indépendant. Mais tout de suite après la déclaration de ladite indépendance, la France a commencé à envoyer des émissaires et en particulier à la mort de Dessalines et spécialement dans le royaume du nord dirigé par Christophe qui les embarqua dans le bateau pour les renvoyer en France. Mais à l'Est c'était autre chose, Bowyer a fini par signé un accord avec la France, accord par lequel Haïti paierait 150 millions de francs pour la reconnaissance de son indépendance par la France.

Et dès la signature dudit accord en 1825, l'Haïti a perdu son indépendance. Donc, s'il faut parler de l'indépendance de ce pays, il sied de la circonscrire de 1805 à 1825, soit avant la signature d'accord avec la France. Car à compter de 1825, on ne peut plus parler d'un Haïti indépendant. Du coup, il nous semble opportun de se questionner sur l'année où la RDC peut se targuer être indépendante.

En termes de proportion, il est nécessaire de noter qu'à l'époque, 150 millions de francs représentaient 5 fois le PIB de la France et 300% du PIB d'Haïti. Et cette dette a été épurée en 1950. Ainsi donc, la démocratie tant vantée pour les Etats africains, n'est qu'un moyen d'interférence occidentale dans les affaires politiques desdits Etats.

I. 2. De la démocratie ou démo-archie

Le droit de peuple à disposer d'eux-mêmes est devenu un principe universel en XXe siècle. Cela se justifie par le fait que c'était devenu peu viable ou impossible à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale de mettre en place l'Organisation des Nations Unies avec des Etats sous l'emprise du

colonialisme et des peuples esclavagisés. Cependant, ce droit a des limites. Pour l'Occident, c'est un habillage qui dissimule des intentions hégémonistes et impérialistes.

Voilà pourquoi, les Occidentaux ont fait en sorte le « demo » pense qu'il se gouverne pour que les gouvernants soient en paix. C'est d'ailleurs ça le sens de la démocratie vendue à la République Démocratique du Congo.

La démocratie ce n'est pas ce que nous racontons les longueurs de la journée que « c'est le pouvoir du peuple pour le peuple ». C'est plutôt le gouvernement du peuple par l'oligarchie, de sorte que l'oligarchie soit tranquille.

En réalité, le suffixe « cratie » vient du grec *kratos*, qui veut dire pouvoir. Or, *kratos* est un pouvoir subi. Par contre, le mot « archie » renvoie toujours au pouvoir, mais cette fois-ci, du pouvoir exercé. On le trouve dans les termes comme la monarchie, soit mono-archie. On aurait dû dire démo-archie, si c'est le demos qui exerce réellement le pouvoir. Mais c'est parce que le demo subit le pouvoir qu'on l'appelle demo-cratie.

C'est ainsi que Kabwita Kabolo Iko, réfléchissant sur la démocratie, va relever la réalité selon laquelle, dans ce système, l'individu se présente devant le peuple avec ses propres propositions sur base desquelles il sollicite l'adhésion du peuple. Alors qu'en principe, il devait se présenter pour s'enquérir de ce que demande le peuple.⁵

Donc, si le monarque subissait le pouvoir, le régime s'appellerait mono-cratie. De ce fait, la démocratie ce n'est pas la conception que nous avons. Il s'agit plutôt d'un système où le peuple, pour que se croyant gouvernant, qu'il soit pacifier et permettre aux oligarchies de gouverner en l'occurrence : l'impérialisme occidental et son isomorphisme dans les différents pouvoirs.

⁵ KABWITA KABOLO IKO, « Relations internationales africaines », Notes de cours, première licence, RI, UPN, Kinshasa, 2011.

Le soutien aveugle des dirigeants politiques incompetents au profit des interets des imperialistes conduit la République Démocratique du Congo à une classe politique de vagabondage et sans convictions solide.

« La politique du ventre », dont parle abondamment Jean-François Bayard dans « L'Etat en Afrique »⁶, n'est pas un phénomène exclusivement congolais. Bien plus, selon le même auteur, elle est une notion qui englobe plusieurs dimensions, matérielles et immatérielles, allant de l'accumulation des biens à des représentations culturelles très complexes, comme la sorcellerie et la magie.

Cela dit, il est difficile de ne pas constater combien la politique du ventre, dans sa dimension matérielle, influence très négativement la vie politique de la RDC, dont les acteurs politiques nagent dans l'opportunisme et le vagabondage. En observant le parcours et les pratiques de plusieurs d'entre eux, il n'est pas exagéré d'affirmer que leur engagement politique repose sur une recherche effrénée du pouvoir à des fins mercantiles.

Selon Athanase Nzeza, les pratiques politiques en RDC sont fortement marquées par la loi de la débrouille : « A ce titre, les manœuvres des hautes sphères ne relèvent pas même de l'opportunisme visant à gagner des points au sein même de la sphère politique : la plupart des acteurs politiques sont plutôt des personnes à la recherche d'emplois, des positions rémunératrices destinées à assurer leur propre survie. Vu sous cet angle, leur activisme politique s'inscrit dans le cadre d'une ambition matérialiste et triviale : pouvoir manger, avoir une maison, posséder une voiture, etc. Or, à Kinshasa, cette ambition ne se réalise que par le biais de tricheries de toutes sortes.⁷

Contrairement à ce qui se passe dans les démocraties occidentales, où la gauche se démarque clairement de la droite et du centre, la

⁶ BAYART J.F., *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris, 2006.

⁷ NZEZA B. A., « La "coop" à Kinshasa : survie et marchandage » dans TREFON T. (dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 2004, pp. 44-45.

différenciation idéologique est une pure fiction en RDC.⁸ Il est vrai que, depuis longtemps, dès avant l'indépendance du pays, certains acteurs politiques congolais se disent fédéralistes et d'autres unitaristes.

Certains partis politiques s'affichent comme des libéraux, d'autres comme faisant partie de la social-démocratie. Mais, ces clivages idéologiques restent très marginaux et ne transparaissent guère dans les pratiques politiques des uns et des autres. Sans racines idéologiques, sans convictions politiques fermes, les acteurs politiques congolais vagabondent, changeant d'allégeances sans scrupule, à la recherche des postes politiques qui donnent accès à l'argent et aux honneurs.⁹

A quoi sert d'avoir plus de 500 partis politiques et de réclamer les élections à chaque cycle alors qu'au final, la voix du peuple ne sera pas respectée ? Les leaders politiques congolais savent pertinemment bien que les élections ne servent qu'à crédibiliser les dirigeants politiques dictés par les Occidentaux. La défense des valeurs démocratiques ne servent aux Occidentaux que de moyens pour s'interférer dans les affaires domestiques de la RDC et perpétuer l'ordre occidental des africanophage.

L'instrument le plus terrible de l'Occident dans sa géopolitique néocoloniale c'est les élections. Toutes les puissances occidentales portent un regard particulier à chaque processus électoral en RDC, en telle enseigne que la crédibilité des résultats électoraux est consécutive à l'avis favorable exprimé par lesdites puissances sous l'égide de la nébuleuse communauté internationale.

Pourquoi cet intérêt ? La réponse qui nous semble plausible est qu'il n'y a jamais eu de bonnes élections en République Démocratique du Congo. Elles ne représentent qu'une formalité pour imposer la volonté occidentale à travers les élus de son choix. C'est ainsi qu'on se retrouve avec des autorités

⁸ IYANANIO S.P., « L'Eglise catholique et l'éducation civique des populations en République Démocratique du Congo Le cas de Shabunda, au Sud-Kivu », Thèse de doctorat en théologie pratique, Université Laval, Québec, 2015.

⁹ DIOSO O., « L'homme politique congolais demeure celui d'avant 1997 », disponible sur www.lepotentielonline.com/index.php?...politique-congolais, 16 mai 2014, consulté 22 avril 2022.

politiques qui n'ont aucun sens du patriotisme moins encore de la redevabilité parce qu'elles servent la cause de l'impérialisme occidental.

Par la méthode des élections, les puissances occidentales placent leurs pions politiques de manière à s'assurer que ce soit les agendas pervers des lobbies internationaux qui sera d'application sur le territoire congolais.

L'ordre impérial ne voudrait pas que la RDC soit réellement un Etat démocratique dans le sens profond du terme. Parce que ce pays deviendra un véritable Etat de droit ou la bonne gouvernance sera la règle de gestion publique.

Cette idée était relativement simple : il n'y a pas de fondement (ou de socle immuable) à la communauté des hommes qui serait par principe soustrait au débat. La communauté est politique dans la mesure où, consciente de la contingence de ses fondements et de leur violence latente, elle est disposée à remettre sans cesse en jeu ses origines. Elle est démocratique dans la mesure où, cette ouverture permanente sur le large ayant été garantie, la vie de l'Etat acquiert un caractère public ; les pouvoirs sont placés sous le contrôle des citoyens ; et ces derniers sont libres de chercher et de faire valoir, sans cesse et chaque fois qu'il le faut la vérité, la raison, la justice et le bien commun. A l'idéal de la force, aux états de fait (l'arbitraire politique) et au goût du secret s'opposent désormais les notions d'égalité, d'état de droit et de publicité. De fait, il ne suffit plus d'invoquer ses mythes d'origine pour légitimer l'ordre démocratique dans les sociétés contemporaines.¹⁰

Dans un pays où les dirigeants refusent de rendre compte de leur gestion, la culture de l'irresponsabilité se développe incontestablement. Occupant le bas-fond de l'indice de développement humain depuis plusieurs années maintenant, la RDC fait partie des « Etats faillis ».¹¹

¹⁰ MBEMBE A., *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, Collection Sciences humaines, Paris, 2016, p. 31.

¹¹ CHATAIGNER J.M. et MAGRO H. (dir.), *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, Paris, 2007.

Il est vrai que la notion d'Etat failli ne fait pas l'unanimité, mais elle permet de souligner l'incapacité d'un Etat à assumer ses obligations régaliennes, à cause notamment du dysfonctionnement de ses institutions. C'est le cas de la RDC depuis des décennies. Ce pays va mal, il va très mal. Pourtant, à entendre ses acteurs politiques, anciens et nouveaux, aucun d'eux ne serait ni coupable ni responsable de ce désastre. Comme dans le récit biblique d'Adam et Eve (Genèse 3, 9-14), chacun rejette la responsabilité du marasme socioéconomique congolais sur l'autre : les partis d'opposition sur la majorité au pouvoir, la Troisième République sur la Deuxième, les gouvernés sur les gouvernants, les jeunes sur leurs aînés, etc. C'est ce que l'Abbé Simon-Pierre Iyananio appelle « le syndrome d'Adam et Eve »¹², une sorte de gangrène de l'irresponsabilité qui ronge la classe politique et, avec elle, la société congolaise dans son ensemble.

Pour Samir Amin, « la République Démocratique du Congo est caractérisée par la violence de sa vie politique. L'explication la plus courante, par le tribalisme, ou même à la limite par la « sauvagerie » de ses peuples, c'est-à-dire par le racisme banal mal déguisé, ne tient pas la route. Elle passe sous silence les destructions incroyables dont la colonisation est responsable ».¹³

Simon-Pierre Iyananio revient pour dire ce qui suit : « en faisant référence au récit biblique, je ne sous-entends pas une quelconque malédiction divine dont les Congolais seraient frappés. D'ailleurs, dans le récit biblique lui-même, « il n'y a pas de malédiction d'Adam et Eve. Pas plus du travail. Seuls sont maudits le serpent et la terre (qui représentent le chaos primitif). Ce chaos, c'est le monde sans projet, laissé à lui-même, désorganisé ».¹⁴ Justement, pour mettre fin au chaos dans lequel gît la RDC aujourd'hui, il faut que les Congolais assument, devant Dieu et devant l'histoire, leur responsabilité de gestionnaires de la création. Malheureusement, avant et

¹² IYANANIO S.P., *Loc. cit.*, p. 33.

¹³ AMIN S., *Mémoires. L'éveil du sud*, Nouvelles Editions Numériques Africaines, Dakar, 2019, p. 409.

¹⁴ CROUZET D., *Travailler, faire son marché, lire la Bible*, Editions Olivetan, Lyon, 2006, p. 109.

après l'indépendance, les gouvernants de la RDC ont souvent accusé les autres au lieu d'assumer pleinement leurs actes ».¹⁵

Les Belges disent n'avoir rien à se reprocher parce qu'à l'indépendance, la RDC était parmi les pays les plus prospères de l'Afrique. Ce n'est pas faux, mais les Belges oublient de dire qu'ils n'ont jamais préparé une élite congolaise capable de gouverner le pays et qu'ils ont mis en place le système néocolonial avec leurs alliés français et américains pour faire de ce pays une zone d'exploitation qu'un havre de paix et du développement au cœur de l'Afrique.

Il serait ardu d'imputer à l'Etat congolais les vertus supposées des Etats. Créé comme façade institutionnelle d'une entreprise étrangère d'exploitation de l'ivoire et du caoutchouc, il s'est d'abord reproduit comme l'instrument d'un système colonial d'extraction, tour à tour violent et paternaliste.

Indépendant, il est devenu le théâtre et la raison de cinq années de chaos, rythmées de mutineries, sécessions, rébellions, assassinats, coups et interventions extérieures, y compris celle des Nations Unies, avant de laisser la place aux 32 ans d'un régime étouffant, prédateur et, finalement, ruineux. Avec la chute de la dictature de Mobutu et le chaos qu'elle déclencha, dans un contexte où la prédation économique organisée et l'utilisation du désordre ainsi créé pour imposer un système d'exploitation du pays par une multitude d'acteurs allant des trusts mondiaux et organisations internationales aux pilliers locaux, les identités meurtrières devinrent une géostratégie rentable pour ces acteurs.

La libération du régime mobutiste en 1997 ne fit qu'ajouter violence armée au quotidien congolais d'arbitraire et de pauvreté, menant rapidement à la partition militaire du pays, la chute quasi-totale de l'appareil administratif et la marginalisation d'une société civile encore embryonnaire. Au cours de toutes ces années, jamais les Congolais n'ont eu la chance de choisir librement ni leurs dirigeants, ni leur système politique. Mais pourquoi ce pays est, à perpétuité, soumis à un désordre politique et instabilité

¹⁵ IYANANIO S.P., *Loc. cit.*

institutionnelle ? C'est parce que la destinée sociopolitique et économique du pays est entre les mains du monde occidental, soucieux d'avoir une emprise totale sur son économie.

II. NEOCOLONIALISME ECONOMIQUE : ENTRE CONTROLE DES RESSOURCES ET AIDES DE SERVITUDE

La République Démocratique du Congo est sans doute le pays le mieux doté en richesses naturelles dans le continent africain voire dans le monde. D'une superficie 2.345.410 de kilomètres carrés. Elle compte aujourd'hui environ 90 millions de personnes, inégalement réparties sur 26 provinces.

La richesse de la RDC se trouve dans son sol. En effet, le pays compte d'importantes terres arables, alors qu'elle ne génère pas de la production agricole. Elle dispose des zones humides et très fertiles autour des bassins hydriques et le long du grand fleuve Congo. Alors que certains n'arrivent pas à exploiter toutes leurs terres, d'autres peinent à cultiver des denrées de base, résultant ainsi à des épisodes de famine extrême que l'on a pu connaître au cours des décennies précédentes.

Bien que les terres n'aient pas encore déployer tout le potentiel, c'est probablement le sous-sol congolais qui regorge de plus de richesses. Sur ce point, Isabelle Ramdoo renseigne que la RDC possède à elle seule plus de 60 types de minerais différents, totalisant ainsi un tiers des réserves minérales mondiales, tous minerais confondus.¹⁶

Pourtant, les ressources minières aiguissent les appétits des puissances étrangères et elles génèrent la corruption. Elles empêchent l'accès au sein de l'administration de gens capables de construire un Etat solide susceptible de renforcer l'unité du pays et de résister à toute ingérence.

Cette section va donc survoler le mécanisme impérialiste de l'Occident qui vise à contrôler les différents secteurs économiques de la RDC. Ainsi donc, nous partirons de la gestion des ressources minières et

¹⁶ RAMDOO I., « L'Afrique des ressources naturelles », dans *La Vanguardia*, novembre 2019.

forestières ; de la territorialité de la monnaie congolaise et de l'aide supposée au développement.

II. 1. Du contrôle des ressources minières et forestières

Par colonialisme invisible, l'Occident continue d'exploiter la RDC à travers leurs Etats et sociétés multinationales. C'est donc, un moyen pour les Etats hégémonistes et leurs capitaux d'exercer un contrôle sur le monde congolais par la monopolisation des lieux d'extractions minières. L'autre réalité est que les ressources minières et forestières de la RDC ne semblent exister pour le profit des puissances occidentales impériales et leurs multinationales. Ce qui explique encore le fait que les dirigeants congolais sont généralement considérés comme des acolytes et des marionnettes des intérêts des Occidentaux.

En dépit des avancées enregistrées par la Chine, l'Inde et dans une moindre mesure le Japon, les puissances impérialistes occidentales conservent leur part d'accès aux richesses de la RDC. L'accès est facilité par le besoin en sécurité parfois de survie de régimes politiques.

Il est donc clair ici que les obstacles politique et économiques de la RDC sont entièrement liés à la géopolitique impérialiste occidental et l'ordre des africanophages. Ces obstacles peuvent être associés par la désacralisation des frontières et la création et des intrusions stratégiques des forces transnationales.

La géopolitique néocoloniale impose à la RDC, la désacralisation de ses frontières par des guerres et conflits armés interminables. D'où, la nécessité d'une force de défense apte. Au plan national, l'armée en tant qu'outil militaire subordonné au pouvoir politique, est censée avoir pour missions principales de sécuriser le territoire et de protéger les populations.¹⁷

Or, depuis l'indépendance, les régimes qui se sont succédé se méfient des militaires, surtout lorsqu'ils étaient eux-mêmes arrivés à conquérir l'Etat par le recours à la force. Les pouvoirs politiques congolais ont

¹⁷ BAZENGUISSA-GANGA R., *Les voies du politique au Congo. Essai de sociologie historique*, Karthala, Paris, 2017, p. 81.

donc préféré s'entourer d'une armée sous-équipée, mal payée, mal formée et donc démotivée. Ce choix n'a pas pour autant diminuer les menaces contre le pouvoir politique. Au contraire, l'absence de l'armée a été compensée, dans certaines régions périphériques en l'occurrence la partie Est, par à une prolifération d'acteurs s'imposant par la violence et tentant régulièrement leur chance pour s'emparer des privilèges du pouvoir central.

On peut aussi évoquer la quasi-institutionnalisation d'une économie de l'illégalité, la faiblesse de la rotation des agents publics affectés dans les zones frontalières et la corruption, la faible présence de l'Etat dans les marges frontalières qui se traduit par des brigades peu étoffées, des moyens de communication plutôt ordinaires, face à des acteurs criminels dotés de moyens satellitaires et des zones entières contrôlées par des mouvements rebelles ; l'ambivalence du rôle des chefs traditionnels frontaliers, le problème de la sécurisation de la nationalité ainsi que la détention de multiples cartes d'identité; la présence d'espaces favorables aux embuscades (routes longeant la frontière, zones montagneuses favorables à la sanctuarisation, espaces boisés favorables à l'implantation de campements des forces criminelles transnationales ou de rebelles) et aux échappées à cheval.¹⁸

La porosité des frontières, la libre circulation des capitaux et des personnes, la déréglementation, l'affaiblissement des contrôles publics ont favorisé l'essor d'une économie parallèle où s'échangent illégalement des biens licites et d'un marché illégal pour l'échange des biens illégaux. Le développement de l'économie informelle autour du commerce illégal des diamants, des bois tropicaux, des armes, et tous les trafics humains sont autant de pratiques mises en place par des groupes criminels, parfois avec la complicité de dirigeants politiques.

Les ouvertures des frontières constituent un outil au service de l'impérialisme occidental pour favoriser la sortie des matières minières illégalement exploitées en République Démocratique du Congo.

¹⁸ NTUDA E., *Terrorisme et piraterie. De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique centrale*, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé, 2010.

En outre, ces puissances occidentales proposent à l'Etat congolais de libéraliser certains secteurs économiques et privatiser certaines entreprises publiques pour leur permettre d'imposer leur monopole. C'est ce qui fait que non seulement, l'économie congolaise est extravertie (basée sur l'importation), mais aussi, l'essentiel des capitaux est détenu par des étrangers (fuite des devises à l'étranger).

L'accès aux aides supposées au développement est conditionné à l'ouverture des frontières par le mécanisme d'intégration régionale ou sous-régionale ou encore par la privatisation des entreprises publique et la libéralisation de secteurs économiques stratégiques.

II. 2. Aides supposées au développement

La promotion des politiques de développement est un moyen pour l'ordre impérial occidental d'aliéner la RDC en créant d'autres opportunités économiques pour leurs gouvernements. Le développement de la RDC a donc toujours été inversé par les mêmes tendances occidentales qui semblaient aider le pays à se développer.

Dans le contexte congolais, l'aide supposée au développement est un concept imaginaire, faux et incompatible à la réalité. Il s'agit donc d'un vocabulaire dépassé, inadapté voire dévalorisant pour emprunter Koama Elda¹⁹ parce que cette aide n'aide pas la RDC à s'en départir.

Ceci suggère le fait que l'aide occidentale au développement de la RDC doit être évitée parce qu'elle connote des caractéristiques impérialistes qui servent des intérêts des dirigeants occidentaux. En conséquence, toutes les ressources d'aide à la République Démocratique du Congo pourraient atteindre en aucun cas le but poursuivi parce que l'idée d'aider un pays aussi riche que ce pays ne peut être qu'une malédiction de l'aide.

Cette malédiction de l'aide pourrait être due au fait que l'assistance occidentale ne vise non pas de soutenir la RDC mais les dirigeants au pouvoir.

¹⁹ KOAMA E., « Si la relation entre les pays d'Afrique et la France était une marmite sale ? », 28^{ème} Sommet France-Afrique, Montpellier, 2021.

Ainsi donc, l'aide occidentale ne vient que renforcer la démocratie monarchique de la RDC et nullement son peuple.

Il est donc vrai que si la bonne gouvernance était réellement enracinée en RDC, elle aurait atténué la corruption, les détournements de l'aide supposée au développement. Il est sans nul doute que la politique étrangère des puissances occidentales ne concerne guère le progrès socioéconomique de la RDC. Elle vise plutôt à rendre ce développement encore plus difficile pour une seule raison : la protection de leurs intérêts.

En effet, lorsque les dirigeants politique congolais cherchent à mettre en danger lesdits intérêts ou remettre en cause l'ordre occidental des africanophages imposé à ce pays, ils doivent à tout prix être éliminés physiquement ou connaître des coups d'Etat. Les exemples de Lumumba, Kasa-Vubu et Laurent-Désiré Kabila sont très éloquents.

De ce fait, tout dirigeant qui tente à s'opposer aux impérialistes occidentaux, doit déjà s'attendre à des représailles. Et les deux plus grandes conséquences de ces attentats sont la peur de l'élite politique congolaise face à l'Occident et surtout l'exploitation éternelle des ressources minières et forestières congolaises. Sinon, le pouvoir sera cédé à un dirigeant beaucoup plus marionnette, servile, souple, flexible, aux mains et aux vœux du diktat de véritables maîtres des horloges.

Partant de cela, la géopolitique impérialiste occidentale peut donc être définie comme une politique zombie qui facilite la manipulation des dirigeants politiques congolais. Cette stratégie de manipulation implique le jumelage d'idéologies douteuse, conflictuelle et génocidaire pour garder le Congo aussi bien dans l'oppression que dans la pauvreté.

C'est pour cette raison que les interminables conflits armés à l'Est de la RDC sont hérités de la géopolitique impérialiste occidentale pour atteindre l'affaiblissement et l'appauvrissement de l'Afrique. On peut donc dire que cette politique bloque à la fois la souveraineté de ce pays indépendant sans indépendance politique et économique.

Partant du principe que le meilleur est dans chacun de nous et considérant d'importantes richesses que regorge la RDC, l'aide supposée au

développement doit aider la population de se prendre en charge comme l'a bien dit Laurent-Désiré Kabila et Etienne Tshisekedi.

Ça fait plus soixante ans que l'aide supposée au développement est proposée à la République Démocratique du Congo sans apporter des résultats escomptés. Alors que ce pays ne peut se développer qu'à travers de ses richesses en diversité et en quantité, en comptant sur sa population et sa diaspora et si elle accède à une indépendance indépendante. Nous n'excluons pas la coopération ou multilatérale avec les Etats pourvu qu'elle soit profitable, transparente et constructive pour le pays.

Dans un article publié dans *The Wall Street Journal*, repris à juste titre par *Jeune Afrique*, l'auteur (dont le nom n'est pas cité) propose la suppression pure et simple de l'aide internationale : "...Car ce sont les gouvernants, pourtant directement responsables des conditions de vie déplorables que connaissent leurs populations, qui tirent profit de l'aide internationale ».²⁰

On n'a pas besoin d'être économiste pour comprendre que le discours économique sur la RDC est dominé par des non-Congolais. La RD Congo demeure ce pays à économie extravertie, monopolisée par les stars du rock (style musical d'origine américaine, issu du jazz et du blues, et principalement caractérisé par l'utilisation de la guitare électrique et de la batterie) qui sont, les économistes et les politiciens occidentaux.

En RDC, ce qui fait la une, c'est l'altercation entre paternalisme et néocolonialisme, entre condescendance et mauvaise conscience. Le pays est plombé par l'image de la misère.

Il est donc grand temps pour que la RDC se réapproprie le débat, temps également, pour l'élite tant intellectuelle que politique, de sortir de la pensée unique distillée par les bureaucrates des institutions internationales. Car, il suffit de faire un petit bilan sur les six précédentes décennies, pour constater l'échec cuisant des politiques publiques successives qui ont été imposées à la RDC et dont ladite élite s'est avérée incapable pour contourner.

²⁰ KANYARWUNGA J., *Op. cit.*, p. 230.

Nous constatons, certes que la RDC compte des intellectuels sur son territoire, mais c'est qui est désolant, c'est qu'il n'y a pas d'intellectuels congolais. Les divisions et l'absence de solidarité nationale sont les facteurs quantitatifs d'arriération de l'Etat congolais. La quête d'unité a buté jusqu'ici sur l'absence de motivation réelle et de volonté politique de la part des dirigeants congolais et sur l'interférence permanente des anciennes puissances tutélaires. Cette absence d'unité est encore plus handicapante dans un contexte de mondialisation où la richesse des nations se fonde sur leur capacité à produire et à exporter des biens manufacturés et à attirer des investissements.

Il existe aussi des structures utilisées par l'Occident pour détourner l'aide supposée au développement. Il s'agit des organisations non gouvernementales internationales et organismes internationaux. En RDC, ces structures se comptent en centaines. Il y en a pour toutes sortes de raisons, mêmes pour distribuer et expliquer aux congolaise comment se servir des préservatifs ou autres méthodes contraceptives.

Les ONG, c'est des méthodes de l'impérialisme occidental pour contourner l'action gouvernementale de la RDC. Le prétexte est que c'est un gouvernement corrompu ; des politiciens corruptibles, d'où la nécessité d'envoyer des ONG internationales avec leurs propres citoyens comme personnel grassement payé pour dire aux congolais comment forer un puits, faire l'agriculture ou porter un préservatif.

Si les ONG pouvaient développer un pays, la RDC serait le plus développé du continent, parce qu'il n'y a pas un secteur qui manque des ONG internationales œuvrant dans ce domaine. Certaines sont même plongées dans les scandales (OXFAM, CICR,...). Des ONGS œuvrant dans le domaine d'encadrement des enfants sont régulièrement citées dans le trafic d'enfants et des pratiques pédophiles.

Après ces ONG internationales et organismes internationaux, il y a aussi des institutions financières internationales en l'occurrence : la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, etc. Ce sont des outils au service de la puissance occidentale impérialiste pour maintenir le contrôle des

ressources naturelles des pays anciennement colonisés. Savons-nous que la RDC paie à ces institutions jusqu'à cinq fois qu'elle en reçoit ces formes d'aides ? Voilà qu'en termes d'intérêts seulement la RDC paie plus qu'elle en reçoit. Alors que la plupart de ces aides financières reviennent aux institutions expéditrices sous formes de services ou des salaires.

Par-là, nous comprenons que l'aide supposée au développement ne doit nullement être pris pour une œuvre de charité de l'Occident. C'est plutôt l'aidé qui aide l'aidant.

Dans une telle configuration géoéconomique, la RDC doit recourir à l'intelligence stratégique pour mettre en place des stratégies qui donnent une priorité absolue au développement économique autocentré, de préférence dans un cadre régional pour bénéficier des avantages de la mondialisation tout en maîtrisant ses forces déstabilisatrices. C'est une condition préalable, à notre humble avis, pour se prémunir contre le fondamentalisme de marché et échapper aux conditions inéquitables qui caractérisent les échanges internationaux.

En RDC, l'intellectuel se croit obligé de s'excuser s'il a quelque chose d'intelligent à proposer. Quand l'opinion publique cherche à connaître les opinions des intellectuels congolais pour un événement ou une tendance socioculturelle, pour proposer une synthèse ou jeter des ponts entre différentes disciplines, ils se heurtent à un mur. Tout ce qu'ils trouvent, ce sont des spécialistes qui répugnent à élargir le débat et, surtout, qui détestent la dissension.

L'élite intellectuelle congolaise se révèle incapable de surmonter le système de l'aide internationale qui continue de renfermer le pays dans une sorte d'inertie.

La classe intellectuelle congolaise préfère, se comporter en bon enfant devant ce soit disant communauté dite internationale, dont nous ignorons sa tête et moins encore sa queue, qu'à leurs populations qui ne les intéressent qu'au moment de la quête du pouvoir par le semblant démocratie.

L'élite intellectuelle congolaise brille dans la fuite de vrais problèmes, se réfugiant en victimes derrière l'iniquité d'un système sans rien

entreprendre pour lutter contre, d'autant qu'ils tirent d'énormes dividendes personnels de cette situation.

Pourtant, c'est à la charge de l'élite intellectuelle de concevoir et implémenter des systèmes socio-économico-politique adaptés aux conditions congolaises, afin de produire les résultats requis pour faire face aux défis qui se dressent dans le du pays.

III. SYSTEME EDUCATIF OCCIDENTALISE EN MANQUE D'IMAGINAIRE CREATEUR ET CONSTRUCTEUR

D'entrée de jeu, il sied de noter qu'il nous semble que les puissances occidentales n'ont aucun intérêt que les populations des pays anciennement colonisés bénéficie d'une bonne éducation. Il souhaite plutôt le contraire, d'où la différence qu'il faut établir entre la scolarisation et l'éducation.

Par leur géopolitique impérialiste, ces puissances occidentales veulent être présentes dans l'école congolaise pour contrôler les esprits des populations par un processus de décervelage collectif.

III. 1. Un système éducatif calqué au modèle occidental

Le contrôle du système éducatif congolais par les puissances occidentales s'explique d'abord par les programmes utilisés. C'est un secret de polichinelle que notre système éducatif est calqué de ceux de Belges et Français.

Pour pérenniser cette présence, ils appliquent la stratégie de générosité vis-à-vis de la RDC en proposant des bourses d'études et constructions des infrastructures scolaires ; l'envoi de formateurs pour les enseignants ; l'objectif étant d'enchaîner les esprits des peuples anciennement colonisés.

Ainsi donc, nous pensons que l'accession à une véritable indépendance pour la RDC doit passer d'abord par l'émancipation de son système scolaire. Il n'existe pas de système scolaire congolais à notre sens. Ce pays dispose plutôt d'une école belgo-française transplantée sur le territoire congolais. Parce que l'école c'est un outil redoutable entre les mains

des puissances impérialistes pour fabriquer une élite politique et intellectuelle qui va travailler à leur profit.

L'enjeu de la transformation sociétale de la RDC réside dans le démantèlement d'une telle élite de violence destructrice, dominée par la gastronomie du pouvoir pour le ventre. Il faut un réel renversement des valeurs, un retournement radical de la vision publique de l'école et une conversion de l'imaginaire en vue de construire la RDC nouvelle. C'est à cette tâche que devra être consacrée l'éducation des générations montantes, à tous les niveaux. La gouvernance hérétique de l'élite politique et intellectuelle congolaise renforce l'amnésie qui gagne presque toutes les populations.

Les destins de ce pays se trouvent confisqués entre les mains des bourreaux que nous appelons passivement communauté internationale et des décideurs politiques. Ils se comportent comme des criminels politiques, économiques, culturels. Et lorsque des peuples confient leur destin entre les mains des élites criminelles, ils peuvent carrément oublier le progrès, le développement et la démocratie, car les puissances impérialistes et acteurs politiques sont les plus grands fléaux pour la RDC. La criminalité en matière de gouvernance représente une calamité plus que la pauvreté et le sous-développement.

Par le contrôle du système éducatif congolais, les puissances impérialistes occidentales fabriquent à la RDC comme idéaltype d'homme nuisible à son pays : l'homme servile, futile, inconsistant et insignifiant. Un homme sans substance profonde, ni à l'échelle intellectuelle, ni à l'échelle éthique, ni à l'échelle spirituelle, globalement parlant.

Cela signifie que l'école et l'université congolaises donnent à la société des hommes et des femmes qui ne répondent pas à la mission que l'on attend d'elle : la recherche, l'innovation, la créativité, la diffusion des connaissances, la puissance des utopies et l'éducation à la transformation sociale. Beaucoup de penseurs congolais savent et disent cela. Ils ont un regard très critique sur l'université et l'école actuelle.

Dans le débat qui a cours en RDC, par exemple, l'abbé Richard Mugaruka, de l'Université Catholique du Congo, fait le même diagnostic que

nous quand il parle de l'université congolaise comme d'une université d'extraversion et d'aliénation, faite pour résoudre les problèmes des autres et non ceux du Congo. Quand on forme un homme incapable de résoudre ses propres problèmes et les problèmes de son pays ou de son continent, on fabrique un imbécile au sens philosophique, éthique et spirituel du terme : un être qui n'utilise pas sa matière grise de manière féconde, qui ne fonde pas son existence sur des valeurs créatrices d'un être-ensemble convivial et heureux, qui n'a aucun sens des intérêts vitaux et des réalités transcendantes en mesure d'élever l'humanité au-dessus des contingences superficielles et vaines.

La RDC est devenue un pays de jouissance, avec des mentalités de jouissance, moulées par des musiques de jouissance et des danses de jouissance. Les universitaires se sont laissé formater par l'esclavage du ventre et du bas-ventre, au détriment de la science, de la recherche et de l'engagement politique. Il faut aussi rompre avec ces pathologies pour faire naître la nouvelle université congolaise.

Par manque de cette visée de la profondeur, de l'essentiel, de l'important, un tel homme nage dans le futile, à la surface de lui-même, hors de toute volonté de trouver des vraies solutions à ses problèmes et aux problèmes de son milieu. Il attend alors les solutions d'ailleurs : du ciel ou de l'étranger, style Banque Mondiale, FMI ou Communauté internationale, dans une posture de servilité volontaire dont on voit les désastres chez les élites dirigeantes et dans la classe intellectuelle.

C'est au sein de l'université actuelle que l'on forme cette structure de personnalité. La crise et l'effondrement d'une telle école et université devraient être accueillis comme une bonne nouvelle, un merveilleux *kairos* pour inventer la nouvelle école et université congolaise, dont les orientations générales devraient être de résoudre les problèmes du Congo.

III. 2. Formations bureaucratiques qu'entrepreneuriales

Comme nous venons de le dire ci-haut, la République Démocratique du Congo a hérité d'un système scolaire de la colonisation. Ce qui fait qu'on a

même transformé notre culture. La puissance a créé l'école en RDC parce que ladite école devait former les auxiliaires de l'Administration coloniale.

Cet état de chose a forcément forgé la perception congolaise de l'école, c'est-à-dire, le Congolais étudie en ayant en tête l'idée de devenir fonctionnaire. Cette mentalité de fonctionnaire fait qu'un jeune qui finit ses études a directement le regard tourné vers l'Etat afin d'être engagé.

Il s'agissait de former des personnes efficaces dans le cadre du projet belge au Congo : tenir administrativement l'espace économique et sociopolitique congolais, disposer d'une élite suffisamment formatée par ce projet colonial pour en être la garantie de réussite. Même si, au-delà de cela, l'Eglise catholique et certaines Eglises protestantes avaient une vision libératrice enracinée dans l'Evangile et voyaient beaucoup plus loin que l'Etat belge, c'est l'esprit de « la situation coloniale » qui a été dominant. Un homme a incarné cette perspective : Monseigneur Gillon, avec tous les moyens financiers que ses relations dans l'Etat belge et dans la communauté ecclésiale mondiale permettaient de mobiliser.

Quand le Congo accède à l'indépendance six ans après la création de l'Université Lovanium, le monde entier sait que la nouvelle entité indépendante n'a pas de véritable élite universitaire pour la conduire. La nouvelle phase commence alors, avec l'université du Congo autonome, dans un cadre qui deviendra vite le carcan dictatorial mobutiste, qui veut réduire l'intelligentsia universitaire au silence, à la soumission et à l'esprit de caniche, afin de la mettre au service du parti unique et du militantisme politique. Les jeunes universitaires qui ont voulu s'opposer à ce projet ont été massacrés ou enrôlés dans l'armée, pour un conditionnement psychologique et un lavage de cerveau dignes d'une dictature féroce et implacable. Les séquelles de cette orientation despotique se font sentir jusqu'à présent.

Pourtant, dans les pays anglo-saxons, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique, devenir fonctionnaire est perçu comme un échec de la vie. Cela est perçu comme une perte de temps. A la rigueur, il peut travailler pour l'Etat américain, par exemple dans l'enseignement, en attendant de trouver mieux en entreprenant sa propre affaire.

Cette mentalité américaine est radicalement différente à celle nous laissée par la puissance coloniale. Alors que du point de vue des valeurs intellectuelles intrinsèques, il n'y a pas vraiment de différence entre ceux qui ont fait l'école anglo-saxonne et celle francophone. D'ailleurs, le système belgo-français auquel la RDC appartient est très difficile, plus exigeant par rapport au système anglais. C'est-à-dire, celui qui a un baccalauréat du système belgo-français va se distinguer dans le système anglo-américain.

Cependant, malgré ce niveau égal ou notre légère avance, très rapidement, les Anglo-saxons deviennent plus fort que nous, précisément à cause de cet état d'esprit. Ça change radicalement. Parce que les autres ont été formés et élevés dans cette idée d'entreprendre, d'essayer et d'avoir cet esprit d'innovation permanent.

C'est dans cela que la RDC doit essayer d'insuffler dans son système éducatif. Travailler de manière à acquérir la qualification pointue et avoir la capacité d'entreprendre.

En plus de cette tendance à intégrer l'administration publique au détriment de l'entrepreneuriat, il s'avère également que la majorité des jeunes congolais ont tendance à quitter le pays pensant qu'ils vont trouver mieux ailleurs. Aujourd'hui, la plupart des compétences congolaises se retrouvent à l'extérieur. La stratégie d'attraction de ces compétences ou la fuite des cerveaux semble être l'instabilité politique imposée à la RDC, en sorte que l'émigration est aussi un outil au cœur du néocolonialisme. Le maintien de la RDC dans le giron du néocolonialisme est entretenu par cette hémorragie des bons cerveaux congolais parce que le vrai développement n'est envisageable qu'avec les ressources humaines propres.

Ici, il ne faut pas seulement voir cette envie de quitter la RDC, il faut plutôt le voir avec les lunettes spirituelles pour comprendre l'esprit qui anime ces jeunes. Cela signifie que nous sommes en face d'une population scolarisée mais atteinte d'incapacité d'initiative sur son propre pays. Ainsi, nous disons ce qui suit : « être atteint dans son corps ce n'est pas grave. Mais être atteint dans sa capacité à réagir sur ce qui vous arrive, c'est pire ».

A ce sujet, Aimé Césaire reprochait à la colonisation non pas le fait d'occuper les Etats africains mais d'avoir occulté la capacité d'initiative dans le chef des populations. Ainsi donc, il nous semble que la vraie réponse à la colonisation n'était pas seulement la décolonisation mais plutôt l'idée de reprendre l'initiative et d'avoir en prospection que l'avenir c'est quelque chose que nous pouvons nous-mêmes forger par nos propres mains.

Il s'agit de penser, d'organiser, de vivre et de développer l'école et l'université congolaise en tant qu'elles doivent être effectivement congolaises. Et il s'agit de les inscrire globalement dans un horizon national et planétaire qui les impose comme une école et une université pour notre temps, avec tout ce que cela exige comme principes, comme valeurs et comme stratégies d'enseignement, d'apprentissage, d'éducation et d'initiation à l'esprit scolaire et universitaire. Cette révolution-là, nous ne l'avons pas encore faite depuis l'indépendance de la RDC. Il est indispensable de la penser, de la lancer et de la pratiquer maintenant.

C'est dans cette optique Kä Mana s'exprimant sur l'université congolaise déclare : « j'entends par révolution universitaire au Congo un changement radical de cap, d'orientation et de vision, en même temps qu'une nouvelle direction à donner aux programmes ainsi qu'aux méthodes d'enseignement, d'apprentissage, d'éducation et d'initiation à la recherche. Ce sont des bouleversements qui devront secouer l'espace universitaire, en ébranler les fondements pour espérer construire l'avenir de la science, de l'éducation et de la recherche, substance même de l'université, sous le signe de l'afrocentrisme et de l'altermondialisation, contre les pathologies actuelles d'un système éducatif dont tout le monde constate qu'il est un système d'extraversion, d'aliénation et de conformisme à un ordre du monde où le Congo a de la peine à sortir la tête de l'eau ».²¹

Dans cette même veine Emile Bongeli estime que la RDC ne pourra se développer que lorsque les structures mentales des Congolais auront

²¹ KÄ MANA, *Pour l'université alternative en République Démocratique du Congo. Féconder l'émergence des nouveaux universitaires congolais*, Pole Institute, Goma, Janvier 2015.

intériorisé une culture acclimatée de développement.²² Il renchérit pour nous faire remarquer ce qui suit : « Les Hollandais ne sont pas dotés naturellement de cerveaux aptes pour la construction des digues. S'ils sont réputés pour leur expertise en matière de création sur mer des espaces terrestres habitables, c'est parce que leurs cerveaux ont été socialement calibrés pour ce faire, singulièrement par l'éducation reçue, conçue pour faire face aux défis particuliers posés par l'environnement physique de leur pays, judicieusement dénommé Pays-Bas. On dira de même des Italiens avec leur expertise en matière de construction des barrages hydroélectriques, des ponts et viaducs. Pour parer à leur carence en ressources naturelles, les Japonais ont développé le génie en matière d'utilisation de moins de matériaux dans leur production, comme par exemple les voitures légères et pu consommatrices de carburant, de même que la nature séismique des îles japonaises ont fait d'eux de grands constructeurs de bâtiments résistant à de puissantes secousses terrestres ».²³

C'est le développement tant souhaité qui doit lier le savoir et le savoir-faire. En effet, le savoir concerne les connaissances que l'homme accumule sur plusieurs domaines matériels et immatériels relatives à la nature et à la société, à la suite des recherches empiriques ou simplement de réflexion métaphysiques qui en constituent les fondements. Ces savoirs constitués ne servent à rien si on ne pense pas à leurs applications dans les activités productives des biens et services et dans des actions transformatrices de l'environnement physique et social en vue d'un mieux-être.²⁴

En République Démocratique du Congo comme dans d'autres pays africains, on trouve des centres culturels des Etats néocolonialistes en l'occurrence : l'institut français, centre Wallonie-Bruxelles, centre culturel américain,... Ces instituts et centres culturels ont pour vocation de faire la promotion de la culture occidentale en République Démocratique du Congo à

²² BONGELI Y.A.E., *Education en République Démocratique du Congo. Fabrique de cerveaux inutiles ?*, L'Harmattan RDC, Kinshasa, 2015, p. 17.

²³ *Ibidem*, pp. 36-37.

²⁴ *Ibidem*, pp. 27-28.

travers sa langue, ses films, ses émissions de radio,... en telle enseigne les populations se plaignent de parler, de se vêtir, de consommer que l'Occident. Dans le langage de puissance, ça s'appelle le *soft power*.

Aujourd'hui, il suffit de jeter un œil dans les télévisions et radios congolaises pour se rendre compte des programmes proposés. On y trouve beaucoup plus des séries télévisées et films européens, américains, sud-américains, turcs, indiens,... émissions et actualités de RFI (Radio France Internationale), BBC, Voix de l'Amérique et d'Allemagne,... On est fier de balbutier en chantant une chanson américaine (anglais) et française que de consommer fièrement la rumba congolaise pourtant convoitée dans le continent africain.

Il n'y a de Congolais dans les programmes proposés par les chaînes et radios congolaises. Plongé dans le décervelage collectif, les autorités tant politiques qu'administratives ne se rendent même pas compte qu'elles sont en train de vendre à leur propre peuple une culture étrangère. Ce n'est pas pour rien que quand un pays veut gérer son indépendance, il impose un quota aux films, musiques, émissions ou séries télévisées des étrangers.

CONCLUSION

Au seuil de cette réflexion, il sied de rappeler que nous avons centré notre réflexion sur la géopolitique néocoloniale en République Démocratique du Congo. Il était question de relever les mécanismes à travers lesquels l'impérialisme occidental se perpétue dans la gestion publique de ce pays.

Cette géopolitique néocoloniale décrit la stratégie et les conditions dans lesquelles les anciennes colonies continuent à aider les intérêts économiques, politiques, militaires,... des puissances occidentales.

En ce sens, nous avons fait savoir que la géopolitique néocoloniale reflète la persistance de la pauvreté et de la corruption de la période historiographique diachronique de la colonisation et de la décolonisation. Il a été démontré dans ce chapitre que la géopolitique néocoloniale telle qu'appliquée en RDC, c'est le retour déguisé de la colonisation.

L'actuel appauvrissement des populations et la corruption de l'élite politique et intellectuelle sont une stratégie néocolonialiste, chaotique établie de longue date. Cet état de chose explique de quelle manière la RDC demeure une propriété des puissances occidentales et leurs multinationales. Cela justifie le paradoxe même de ce pays en ce sens qu'il regorge des richesses immenses alors que sa population croupit dans la misère indescriptible. Toutes les richesses vont ailleurs. C'est ça même la pratique néocoloniale.

La crise et la stagnation actuelles de la RDC sont voulues et entretenues par des autorités politiques en place, les pouvoirs politiques dans certains pays voisins, le réseau de certains trusts internationaux de prédatons et la complicité d'une communauté internationale que le *statu quo* arrange d'une manière ou d'une autre.

Ainsi donc, cette réflexion n'a relevé que trois leviers sur lesquels les puissances occidentales s'appuient pour pérenniser la géopolitique néocoloniale en RDC. Il s'agit de la privatisation de la politique qui passe par la marionnetisation de l'élite politique et la proposition d'une démocratie monarchie ; de l'emprise sur l'économie de la RDC qui s'exécute par le contrôle des ressources minières et forestières et des aides supposées au développement, enfin il procède par le décervelage et imbécilisation collective par l'école en proposant un système éducation en inadéquation avec les réalités congolaises et des formations beaucoup plus bureaucratiques qu'entrepreneuriales.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMIN S., *Mémoires. L'éveil du sud*, Nouvelles Editions Numériques Africaines, Dakar, 2019.
- BAYART J.F., *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris, 2006.
- BAZENGUISSA-GANGA R., *Les voies du politique au Congo. Essai de sociologie historique*, Karthala, Paris, 2017.
- BONGELI Y.A.E., *Education en République Démocratique du Congo. Fabrique de cerveaux inutiles ?*, L'Harmattan RDC, Kinshasa, 2015.

-
- CHATAIGNER J.M. et MAGRO H., *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, Paris, 2007.
 - CROUZET D., *Travailler, faire son marché, lire la Bible*, Editions Olivetan, Lyon, 2006.
 - DE WITTE L., *L'assassinat de Lumumba*, Karthala, Paris, 2000.
 - DIOSO O., « L'homme politique congolais demeure celui d'avant 1997 », disponible sur www.lepotentielonline.com/index.php?...politique-congolais.
 - IYANANIO S.P., « L'Eglise catholique et l'éducation civique des populations en République Démocratique du Congo. Le cas de Shabunda, au Sud-Kivu », Thèse de doctorat en théologie pratique, Université Laval, Québec, 2015.
 - KÄ MANA, *Pour l'université alternative en République Démocratique du Congo. Féconder l'émergence des nouveaux universitaires congolais*, Pole Institute, Goma, Janvier 2015.
 - KABWITA KABOLO IKO, « Relations internationales africaines », Notes de cours, première licence, RI, UPN, Kinshasa, 2011.
 - KOAMA E., « Si la relation entre les pays d'Afrique et la France était une marmite sale ? », 28^{ème} Sommet France-Afrique, Montpellier, 2021.
 - MBEMBE A., *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, Collection Sciences humaines, Paris, 2016.
 - M'BOUKOU S., « Mobutu, roi du Zaïre. Essai de socio-anthropologie politique à partir d'une figure dictatoriale », dans *Le Portique*, le 06 décembre 2007, disponible sur <http://journals.openedition.org/leportique/1379> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.1379>.
 - NTUDA E., *Terrorisme et piraterie. De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique centrale*, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé, 2010.
 - TREFON T. (dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 2004.
 - RAMDOO I., « L'Afrique des ressources naturelles », dans *La Vanguardia*, novembre 2019.